

M. Mauno KOIVISTO (Président de la République, Finlande) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs, je voudrais commencer par féliciter très chaleureusement notre hôte, le Président François Mitterrand. C'est pour nous un très grand plaisir de voir la France, qui a été si souvent à la pointe des idées politiques, être l'hôte de cette Réunion historique.

La liberté, les Droits de l'homme et l'égalité sont des valeurs qui unissent toutes nos nations aujourd'hui. Cet ensemble commun de valeurs nous a réuni ici pour ce deuxième Sommet des Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Aujourd'hui, nous voyons bien le potentiel authentique de coopération européenne, mais nous voyons également les défis qui nous attendent.

Nous représentons ici une communauté de nations qui en est aujourd'hui à un véritable tournant de son histoire. Après des décennies de division, l'Europe est en train de s'unir.

Nous allons conclure notre rencontre en adoptant et en signant un document commun, la Charte de Paris, qui incarne précisément les changements énormes que l'Europe a connus. La charte est destinée à consolider ce changement et représente également un programme d'action pour la construction de l'Europe de demain.

Ce message de démocratie, de paix, de prospérité et d'unité est la réponse aux aspirations de nos peuples et c'est là que se trouve le fondement même de notre coopération à venir.

La Finlande est située à la lisière de l'Europe, relativement loin du coeur de l'Europe, mais nous connaissons bien l'Europe dans toute sa diversité et nous connaissons bien la dynamique qui anime son évolution constante.

Nous sommes un pays nordique, fier de son patrimoine scandinave de valeurs, fier de la coopération nordique.

M. Koivisto

Historiquement au carrefour de l'Est et de l'Ouest, nous avons été enrichis par les influences venues de ces deux directions. Depuis des siècles, les pays riverains de la Baltique sont nos partenaires sur le plan des échanges matériels et culturels. Nous avons donc participé à la croissance et à l'unification de la communauté économique et culturelle des nations européennes.

L'Europe continuant d'évoluer, la Finlande insiste particulièrement sur les liens naturels qui l'unissent aux pays voisins et aux régions voisines. L'Union soviétique, notre voisin, est en train de passer par une période de réformes rudes et éprouvantes. Leur succès est vital pour la stabilité de l'Europe.

La disparition de la division idéologique et des barrières politiques en Europe est riche de promesses en ce qui concerne une ère nouvelle de diversité et de pluralisme. Tous les peuples ont le droit à l'autodétermination et à la souveraineté politique. Ces objectifs doivent être recherchés par la voie de la négociation. Des liens mutuellement avantageux, en particulier économiques, devraient être maintenus et développés.

Les minorités nationales font partie de la diversité de l'Europe et contribuent à sa richesse. Leur identité doit être protégée et les droits de l'homme des membres de ces minorités doivent être honorés.

Cette ère nouvelle qui s'ouvre devant nous appelle à la tolérance et au respect des droits des autres. Notre expérience nous enseigne qu'il est sage d'entretenir de bonnes relations avec ses voisins.

Pour l'Europe, la division et la confrontation ont été l'héritage de la seconde guerre mondiale. L'unification de l'Allemagne crée la confiance en Europe et marque la fin de la division de notre continent. Elle prouve que l'avenir d'une Europe nouvelle est du côté de la conciliation et de la coopération. Il est indiqué et approprié que le nouveau Conseil des ministres des affaires étrangères de la CSCE tienne sa première réunion précisément à Berlin.

Les décennies écoulées nous ont mis en présence d'une période de croissance constante et rapide sans précédent, croissance de l'abondance en Europe, mais tous les pays n'ont pas connu un destin aussi favorable. Une croissance ultérieure est nécessaire et il faut combler le fossé économique et social sinon la stabilité de toute l'Europe s'en trouvera menacée.

Pendant des siècles, les peuples de l'Europe se sont déplacés librement d'un pays à l'autre. La liberté de circulation est effectivement un droit de l'homme fondamental. La décision des peuples de chercher à gagner leur vie en dehors de leur région ou de leur pays a très souvent des motivations économiques, mais il serait dans l'intérêt de la stabilité en Europe que les peuples aient l'occasion et la possibilité de pouvoir s'assurer une vie matérielle sûre sans avoir à quitter leur foyer.

Les problèmes des pays en transition passant d'une économie planifiée à une économie de marché mettront à l'épreuve notre unité nouvellement acquise. Nous sommes engagés ici, au nom de notre intérêt commun, à soutenir ceux qui sont prêts à s'aider eux-mêmes. Les responsabilités communes de tous les pays de la CSCE à cet égard nous donneront l'assurance d'une sécurité plus durable en Europe.

Une efficacité économique plus grande, la coopération internationale et l'intégration assureront le bien-être de nos nations. Mais efficacité signifie utilisation rationnelle des ressources et de l'environnement. Il nous faut trouver des solutions durables à nos besoins énergétiques et, en fin de compte, nos destins dépendront d'un bon équilibre écologique.

Quant à la situation militaire en Europe, elle s'améliorera grâce aux résultats du Traité sur les Forces armées conventionnelles et aux nouvelles mesures de confiance, ainsi qu'aux autres changements militaires. Les forces armées sont en train d'être réduites et la capacité de se lancer dans une action offensive s'en trouve fortement diminuée. La sécurité militaire et la confiance sont en train d'être renforcées grâce à une transparence et à une ouverture accrue.

Le moment est venu de commencer à préparer un nouveau forum commun de la CSCE en vue de mener des négociations sur le désarmement et la transparence militaire. Une participation égale est le meilleur moyen d'assurer à tous nos

M. Koivisto

pays et à toutes les sous-régions le plein bénéfice d'une sécurité et d'une stabilité croissantes. Nous, dans le Nord de l'Europe, nous soulignons aussi l'importance de la sécurité et de la stabilité sur les mers.

Dans ce processus de la CSCE, tous les Etats ont leur mot à dire. C'est là un principe essentiel pour un petit pays neutre tel que la Finlande.

La Charte de Paris représentera nos premiers efforts pour renforcer les structures mêmes de la CSCE. Nous intensifierons nos consultations mutuelles. Nous appuierons le changement démocratique et les droits de l'homme. Nous nous préparerons à la prévention et à la gestion commune des conflits qui risquent d'éclater et nous voudrions offrir nos chaleureuses félicitations aux premières cités qui accueilleront les premières institutions de la CSCE.

L'Europe doit être un continent ouvert, elle doit contribuer à la paix et au développement planétaire. Il nous faut aider à la mise sur pied d'un système plus efficace de sécurité collective au sein des Nations Unies et participer à la construction d'un nouvel ordre mondial.

Le Sommet de Paris marque une nouvelle phase dans notre coopération. Nous, Finlandais, avons le privilège d'accueillir la prochaine Réunion tenue dans le cadre des suites de la CSCE, dans notre capitale, là précisément où le processus a démarré il y a dix-huit ans, et où l'Acte final a été signé. Je suis très heureux de pouvoir accueillir à Helsinki mes collègues, à l'occasion de la Réunion de 1992.

Je vous remercie.